



Les gilets jaunes : le prolétaire contre le président des riches

Par [Tayeb El Mestari](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

« C'est la goutte qui a fait déborder le vase » est une phrase au style simple et direct dont le secret est le langage populaire. La taxe carburant est cette goutte qui a propulsé au premier plan la question sociale en France alors que la classe dirigeante et ses appareils idéologiques la croyaient enterrée. Elle était tout au plus traitée à la marge par des mesures anti-pauvreté qui agissaient sur les effets et non sur les causes. Or, l'irruption de la question sociale sur la scène politique bouscule les termes du débat en élevant la coalition des prolétaires et des classes moyennes paupérisées au rôle d'acteur central et incontournable. De deux manières. L'une est de nature économique-sociale et indirecte, l'autre de nature politique et directe.

Depuis 40 ans les conditions sociales des classes populaires se dégradent. A chaque rendez-vous électoral, l'abstentionnisme progressait et faisait apparaître le vote comme un simulacre démocratique. La classe dirigeante se méprenait en croyant que les classes populaires avaient abdiqué définitivement. Que le silence valait consentement. Mais les classes populaires attendaient un prétexte. Et il fut donné sur un plateau par Macron : la taxe carburant. Les gilets jaunes se sont soulevés comme un seul homme pour la contester et échapper au destin assigné par la loi du plus fort.

La violence économique contre le peuple

Le gilet jaune rend visible politiquement la classe sociale des prolétaires et rend visible simultanément la véritable nature des mécanismes sociaux et économiques qui suent par tous leurs pores la misère la plus implacable. Car derrière la demande d'annulation de la taxe carburant, les gilets jaunes posent la question de leur condition et derrière la question de leur condition se pose celle des rapports de domination et d'exploitation propres à la société capitaliste. L'entrée tambour battant de la question sociale sur la scène politique a lieu dans le contexte de mutation du capitalisme qui, depuis la fin des années 1970, tente de surmonter la crise qui le mine. Cette mutation se traduit concrètement et de façon synthétique par la baisse des salaires et la disparition progressive de l'Etat providence qui avait été conçu comme une arme efficace pour contrer la révolution ouvrière. L'image macroniste du « ruissellement » est un dogme capitaliste ancien qui postule que l'enrichissement d'une minorité est naturellement profitable à la société toute entière.

Mais ce dogme idéologique, élevé à un statut théologique, est contredit par le réel. L'enrichissement des classes possédantes suppose dans la société capitaliste la paupérisation des masses et, en particulier, celle de la classe ouvrière dont la force de travail à bon marché est la condition sine qua non pour augmenter les profits. C'est la loi

d'airain du capitalisme. L'explication de la condition sociale des masses populaires se trouve dans le mode de production capitaliste qui produit et reproduit en permanence leur paupérisation. La politique menée à marche forcée pour faire accepter le processus de paupérisation des classes dominées a mobilisé le soutien des partis politiques et des syndicats qui, en raison de ce soutien, ont fini par perdre la légitimité qui leur restait auprès de ces classes. En exigeant la hausse des salaires, les gilets jaunes remettent en cause radicalement ce qui constitue la pierre angulaire de la politique économique : augmenter le profit au détriment des salaires. Deux exigences contradictoires et irréconciliables s'affrontent depuis la naissance du capitalisme, soit la hausse du profit soit celle du salaire. Cet affrontement perdure, sans doute plus que jamais, et jette une lumière crue sur le ridicule des théories politiques et sociologiques prophétisant la fin de la lutte des classes. Les ressorts déterminants du capitalisme produisent continuellement, sous des formes différentes selon les périodes, les rapports sociaux de domination où la valeur de l'ouvrier producteur est réduite à sa plus simple et cruelle expression d'une marchandise que les décideurs économiques veulent maintenir à bas prix. Cette contradiction fondamentale est au principe de la civilisation capitaliste où toute chose et tout être humain est une marchandise.

Cette remise en question indirecte de la politique économique capitaliste est doublée d'une contestation politique non moins radicale mais directe. La taxe carburant a fait sortir une partie des classes populaires de leur foyer dans l'espace public pour bloquer les routes et, dans un même mouvement, le système institutionnel en exigeant d'emblée la démission de Macron. Ne se reconnaissant pas dans les rouages institutionnels les gilets jaunes affrontent directement la plus haute représentation du système capitaliste : le Président. Ce rapport de forces inédit sur le plan historique a eu pour effet premier de donner une image d'un pouvoir figé, contrastant avec la dynamique de mobilisation populaire. Un pouvoir figé, sinon paralysé pour une raison simple. Reculer et accéder aux demandes populaires c'est renoncer à cette politique économique conçue pour dépasser les contradictions liées à la baisse tendancielle du taux de profit qui, sur la longue durée, mine le capitalisme. Ne pas satisfaire les revendications des gilets jaunes risque de radicaliser le mouvement de contestation et ne laisser place qu'à la gestion répressive de la question sociale.

La violence populaire renverse les rapports de pouvoir

L'âge capitaliste des trente glorieuses a vécu et le nouveau capitalisme, encore instable et dépouillé peu à peu de son caractère socialement protecteur, a fait voler en éclats le consensus de classes et le consentement des classes dominées. Les prolétaires coalisés exigent la démission de Macron parce qu'ils pensent que le parlement est le lieu du « bla-bla », sans pouvoir réel et que la présidence concentre le peu de pouvoir que l'Union européenne ne lui pas encore confisqué. La démission du président signifie la mise à mort de la politique économique patiemment mise en œuvre par Macron et ses prédécesseurs. En dernière instance et à travers leur revendication, les gilets jaunes se situent dans la tradition révolutionnaire ouvrière de 1848 et 1871. La question économique est une question politique, renverser l'ordre politique c'est renverser l'ordre économique. Depuis le 17 novembre, l'évolution des événements indique que l'intelligence révolutionnaire du mouvement populaire consiste à demander une amélioration économique de leurs conditions et à remettre en question de manière totale et radicale le pouvoir politique. La paralysie du pouvoir et ses déclarations confuses et contradictoires ne se comprennent qu'à la lumière de cette radicalité. La clairvoyance politique des classes populaires et la pression exercée sur la présidence donnent à voir un spectacle tragi-comique où le pouvoir est tantôt

inerte et silencieux, tantôt agité, bavard et renonçant le soir à une mesure prise le matin.

Le pouvoir est vidé de sa substance. Aucune mesure politique ni économique n'est susceptible de faire plier les gilets jaunes. Chaque recul du pouvoir alimente et renforce la dynamique révolutionnaire qui se développe sur une ligne ascendante, alors que la puissance de l'Etat est dans une ligne descendante. Si la moindre décision du pouvoir, et malgré lui, renforce le mouvement révolutionnaire, celui-ci a sa propre dynamique. La violence populaire se renforce elle-même. La mobilisation du 1er décembre a fait reculer la classe dirigeante sur la taxe carburant. Le « samedi noir » annoncé du 8 décembre a fait trembler les institutions et toute la classe politique. Les gilets jaunes ont compris que la violence paye. La violence populaire se perçoit comme légitime dans la mesure où elle se détermine comme une contre-violence à une violence première et moins visible : la violence économique capitaliste. A chaque acquis, le peuple des prolétaires mesure sa puissance et, en retour, le sentiment réel de puissance le pousse à continuer dans la voie de la revendication. Malgré la formidable machine de propagande qui a relayé les menaces du ministre de l'intérieur et malgré le renforcement du dispositif de répression, ce samedi 8 novembre, les gilets jaunes étaient encore plus nombreux et plus déterminés. La violence populaire, loin de retomber, est montée d'un cran. Dans ces circonstances, le pouvoir présidentiel, acculé, est réduit au silence. Et les rares fois où il est sorti de son silence, il a attisé la colère des gilets jaunes. Le lundi 10 décembre, Macron fait des concessions auxquelles les gilets jaunes ont répondu : « Des miettes ! ». Le président cède mais pas suffisamment. Il est pris comme un gibier dans un piège. Il se débat mais il n'a aucune chance d'en sortir. Céder sans satisfaire les revendications majeures des gilets jaunes, c'est reculer et accréditer une deuxième fois l'idée que la violence est payante.

La violence révolutionnaire est dotée d'une efficacité décapante et redoutable : en regard de la puissance populaire le roi apparaît nu et faible. Lorsque Macron a humilié des jeunes dans la rue, tous les prolétaires se sont sentis humiliés. Humilier les enfants, insulter les ouvriers, taxer les pauvres et supprimer l'impôt sur la fortune, autant d'actes posés qui dessinent le profil d'un président fort avec les faibles et faible avec les forts. Le sentiment de toute puissance du pouvoir présidentiel le rendait aveugle à la rancœur et la colère populaire qu'il suscitait à chaque acte, à chaque parole. Mais aujourd'hui tel que Louis XVI, le président est dans la fuite. Partout Il est *persona non grata*. On reconnaît une séquence révolutionnaire au fait qu'elle renverse les rapports de pouvoir. Le peuple a retrouvé sa fierté face un monarque-président humilié à son tour par la grâce de la toute puissance politique des travailleurs unis.

La démocratie des riches est la dictature contre les pauvres

Le mouvement des gilets jaunes illustre ainsi une nouvelle tendance historique où la lutte des classes par des modes d'actions nouveaux structurera durablement les rapports politiques. Occuper les ronds-points, s'organiser sur les réseaux sociaux ou investir les lieux des puissants et des riches comme les Champs Elysées, témoignent de l'inventivité politique propre au génie populaire en situation révolutionnaire. Cette évolution implique de mesurer l'impact de l'intensité de la lutte des classes sur les réponses politiques que le système politique a la capacité de produire. Le mode d'action révolutionnaire des gilets jaunes pourrait se développer et se renforcer si la classe ouvrière des grands centres industriels et les catégories populaires des centres urbains font leur entrée sur la scène politique. Dans l'hypothèse d'une alliance des classes prolétaires rurales et urbaines coalisées avec les classes moyennes paupérisées, il est indéniable que l'ordre capitaliste sera face à une menace existentielle qu'il devra contenir. Imperceptiblement et

progressivement, sur un temps plus ou moins long, la classe dirigeante devra inventer, tant sur la forme que dans le contenu, une nouvelle formule de domination politique nécessaire à la survie d'un modèle social pourtant à bout de souffle. Et parallèlement, le mouvement des gilets jaunes a mis en branle une dynamique qui contient les prémices d'un projet de société alternatif au capitalisme paralysé par ses contradictions et les défis immenses à la fois politiques, économiques et écologiques.

En révélant les soubassements économiques de la société et les moyens de s'en débarrasser (hausse des salaires, rétablissement de l'ISF, égalité politique réelle, assemblées populaires, référendum, etc.), les classes dominées donnent une épaisseur historique à l'expression « quand croit le péril croit aussi ce qui sauve ». Les slogans « la dictature en banques organisées », « la démocratie des riches » ne laissent aucun doute quant à l'orientation politique des gilets jaunes. Ils estiment que la démocratie est la dictature d'une classe numériquement faible et privilégiée sur l'ensemble de la société. La lutte révolutionnaire actuelle révèle l'important déficit de légitimité dont souffre l'Etat et le personnel politique qui l'incarne. Légitimité contre légitimité. La légitimité du grand nombre contre la légitimité de la minorité des possédants. La démocratie réelle et populaire contre la démocratie formelle et bourgeoise. Le langage populaire contre le langage technocratique et creux. La société réelle de ceux qui triment contre la société officielle, celle des hommes d'affaires et des politiciens à la richesse ostentatoire, celle des journalistes menteurs et serviles, celle d'une classe politique soumise et attachée à l'ordre injuste. Dans ces conditions, il est difficile, voire impossible de restaurer l'autorité de l'Etat.

La rupture entre les classes dirigeantes et une large partie de la société est trop profonde. Vouloir la démission de Macron en est le signe le plus visible et le plus inattendu au regard de la situation apparemment calme qui prévalait avant le 17 novembre. Si la contestation sociale perdure et se globalise, elle va approfondir la crise politique. Car la classe dirigeante ne pourra durablement dissimuler les contradictions qui la secoue. L'histoire politique enseigne que lorsque les classes dirigeantes sont divisées face à un mouvement social révolutionnaire uni, alors s'ouvre une phase où la révolution et le changement de société sont possibles. Le pouvoir par le peuple et pour le peuple est toujours une idée neuve.

Tayeb El Mestari

Cet article a été publié initialement par [Le Grand Soir](#).

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Tayeb El Mestari](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Tayeb El Mestari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca